

Prime exceptionnelle

Les agents des finances doivent en bénéficier !

FO Finances a interpellé, ce jour, Messieurs Le Maire et Darmanin, pour demander l'octroi d'une prime exceptionnelle aux agents gérés par Bercy.

En effet, le mouvement des « gilets jaunes » a permis au gouvernement de prendre conscience du malaise social que traverse notre pays. Cela démontre à quel point il n'a pas entendu les organisations syndicales depuis des années et à quel point dédaigner la démocratie sociale peut avoir de graves conséquences.

Pourtant, les dernières élections professionnelles ont confirmé toute la légitimité des fédérations de Bercy, avec un taux de participation très largement supérieur à la moyenne de la Fonction Publique.

Le gouvernement pense avoir répondu à la colère sociale par des mesures dites de pouvoir d'achat pour les salariés du secteur privé.

En revanche, aucune annonce pour les fonctionnaires, grands oubliés de l'Etat, qui en tant qu'employeur devrait pourtant être exemplaire et moteur sur ce point.

Depuis dix-huit mois, **FO Finances** alerte nos ministres sur les difficultés rencontrées par les agents en matière de pouvoir d'achat et de conditions de travail.

Depuis dix ans, la valeur du point d'indice a été quasiment gelée et les taux de promotions ministérielles ont été divisés par six.

En 2018, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le plan de qualification a été supprimé, niant ainsi la technicité et le professionnalisme des agents.

Au prétexte d'un alignement public/privé, les retenues pour pension ont régulièrement augmenté et le seront, encore en janvier de 0,28%, aggravant la perte de pouvoir d'achat.

Les mêmes conséquences sont à prévoir en raison de la hausse de la CSG.

FO Finances fait sienne la demande de sa fédération de fonctionnaires revendiquant l'ouverture d'une nouvelle négociation sur les carrières, considérant que PPCR n'a jamais constitué une réponse satisfaisante pour le déroulement de carrière des agents.

L'an prochain, les ministères de Bercy subiront plus de 40% des suppressions d'emplois de la Fonction Publique de l'État, alors que des réformes majeures vont impacter fortement la charge de travail des directions et détériorer encore plus les conditions de travail.

Citons pour exemples : le prélèvement à la source et le Brexit.

La transformation de l'action publique, déjà à l'œuvre pour les agents du pôle 3 E dans les DIRECCTE, devrait accélérer les restructurations et déstabiliser les agents dans leur vie professionnelle et familiale.

Dans ce contexte, il est inacceptable d'exclure les agents des finances du bénéfice d'une prime exceptionnelle.

C'est pourquoi, **FO Finances** a demandé, dans l'urgence sociale actuelle, à Messieurs Le Maire et Darmanin, d'octroyer cette prime pour l'ensemble des agents gérés de leurs ministères.